

Analyse de la migration internationale des jeunes et l'impact de l'emploi et de la formation professionnelle dans les régions de Kaolack et de Tambacounda

Analysis of international migration among young people and the impact of Employment and vocational training in the Kaolack and Tambacounda regions

DIOP Khadim Rassoul

Doctorant en économie

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université Cheikh Anta Diop de Dakar - Sénégal

AIDARA Mouhamadou Moustapha

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université Cheikh Anta Diop de Dakar - Sénégal

Laboratoire d'Economie Publique

NDIAYE Papa Mallé

Maitre conférences assimilé

Institut des politiques publiques

Université Cheikh Anta Diop de Dakar – Sénégal

Date de soumission : 30/11/2025

Date d'acceptation : 20/12/2025

Pour citer cet article :

DIOP. K.R & AL (2026) « Analyse de la migration internationale des jeunes et l'impact de l'emploi et de la formation professionnelle dans les régions de Kaolack et de Tambacounda », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 1 » pp : 775 – 795.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

L'objectif de cet article est de déterminer l'impact de la formation professionnelle, de l'emploi et du financement de projet sur les migrations internationales des jeunes des régions de Kaolack et de Tambacounda. Ce travail a été réalisé grâce à l'exploitation des données d'une enquête avec l'ONG VIS où nous avons travaillé sur la migration et la formation professionnelle. Pour le modèle économétrique, nous avons utilisé une régression par la méthode des moindres carrés généralisés (MCG) et les résultats obtenus nous ont permis de montrer que l'obtention d'un emploi et/ou d'un financement de projet pourraient amener les jeunes à rester travailler dans leur localité et réduire la migratoire. Par contre la présence d'émigré dans famille influence positivement l'intention migratoire des jeunes dans les régions de Kaolack et de Tambacounda. Les visites effectuées dans les centres de formation professionnelle de ces deux régions et les entretiens avec des apprenants et des témoins privilégiés nous ont permis de constater que la formation professionnelle et l'accompagnement à l'emploi et à l'insertion sur le marché du travail constituent des leviers privilégiés pour réduire la migration des jeunes. Ce travail suggère de mettre en place des programmes et initiatives visant à favoriser l'accès à la formation, à l'emploi et au financement des jeunes et femmes entrepreneurs, développer l'offre de formation sur le territoire national à travers la création de nouvelles structures et le renforcement de celles existantes et de créer des conditions plus efficaces à l'insertion professionnelle des jeunes

Mots clés : Migration internationale, Formation, Emploi, Financement

Abstract

The objective of this article is to determine the impact of vocational training, employment, and project financing on international migration among young people in the Kaolack and Tambacounda regions. This work was carried out using data from a survey conducted with the NGO VIS, where we worked on migration and vocational training. For the econometric model, we used a generalized least squares (GLS) regression, and the results obtained allowed us to show that obtaining a job and/or project funding could lead young people to stay and work in their locality and reduce migration. On the other hand, the presence of emigrants in the family has a positive influence on the migration intentions of young people in the Kaolack and Tambacounda regions. Visits to vocational training centers in these two regions and interviews with learners and key informants allowed us to observe that vocational training and support for employment and integration into the labor market are key levers for reducing youth migration. This work suggests implementing programs and initiatives aimed at promoting access to training, employment, and financing for young people and women entrepreneurs, developing training opportunities throughout the country through the creation of new structures and the strengthening of existing ones, and creating more effective conditions for the professional integration of young people.

Keywords : International migration, Training, Employment, Financing

Introduction

Le Sénégal est un pays de l'Afrique occidentale bordé par l'océan atlantique à l'Ouest, la Mauritanie au Nord, le Mali à l'Est, la Guinée et la Guinée-Bissau au Sud. La Gambie forme une quasi-enclave pénétrant à plus de 300 km à l'intérieur du pays. Les îles du Cap-Vert sont situées à 560 km de la côte sénégalaise. La superficie totale du pays est 196 722 km², avec un climat tropical caractérisé par deux saisons : la saison sèche et la saison des pluies. Cette position géographique fait du pays un carrefour de mobilité et de brassage de populations d'origines diverses. L'établissement des populations du Sénégal s'est opéré par étapes successives, les processus d'expansion économique, socio-culturelle, religieuse ou de conquête de pouvoir les ayant insérées dans des bassins géographiques particuliers. Ces dynamiques migratoires ont une longue tradition en Afrique de l'Ouest. Avant l'époque coloniale, la sous-région était considérée comme une unité économique où les biens, les services et les personnes circulaient librement. La domination coloniale a fortement contribué à alimenter de nouveaux courants migratoires de grande envergure, notamment entre les régions intérieures et les zones côtières. À l'indépendance, avec la préservation des frontières héritées de la colonisation qui délimitent de vastes ensembles géographiques, on aurait pu s'attendre à une réduction importante des déplacements. Il n'en a pas été ainsi et certaines frontières coloniales défendues par les États indépendants n'ont gardé qu'une signification théorique, séparant de part et d'autre des groupes ethniques qui constituaient avant un seul ensemble. Ces frontières sont cependant devenues réelles et certains pays ont tendance à protéger leur territoire et à mener des politiques migratoires protectionnistes. Dans le même temps, les pays de la sous-région ont engagé un processus d'intégration régionale dans le cadre de la CEDEAO dont les États membres ont signé un protocole sur la libre circulation des personnes et le droit d'établissement pour les ressortissants des États membres. De ce fait, les migrations entre les pays de l'Afrique de l'Ouest se sont considérablement amplifiées depuis les indépendances, constituant ainsi une caractéristique principale de la dynamique des populations de la sous-région de manière générale, et du Sénégal en particulier.

L'objectif de cette étude est de déterminer l'impact de la formation professionnelle, de l'emploi et du financement de projet sur les migrations internationales des jeunes des régions de Kaolack et de Tambacounda. Nous tentons de voir si la formation professionnelle, l'emploi et la présence d'émigré dans les familles pourraient influencer les intentions migratoires dans ces deux régions après avoir interrogé des apprenants dans des centres de formation professionnelle. Il s'agit de mieux comprendre si la formation professionnelle, l'emploi et la présence d'émigré

dans la famille peuvent constituer des facteurs favorisant ou décourageant le choix de migrer ou de rester dans le pays. Il s'agit de manière spécifique d'analyser la pertinence de la formation professionnelle des jeunes pour contrer la migration ; d'évaluer l'influence de l'emploi et du financement sur l'intention migratoire des jeunes et d'étudier l'influence de la présence de migrant dans la famille sur l'intention migratoire.

1. Revue de la littérature, méthodologie et données

1.1. Revue de la littérature

La revue de la littérature met en évidence que la migration internationale, en particulier celle des jeunes, est un phénomène complexe résultant de l'interaction de facteurs économiques, sociaux et institutionnels. Les différentes approches théoriques et études empiriques analysées permettent d'identifier les principaux déterminants des intentions migratoires des jeunes sénégalais. L'approche néoclassique de la migration explique la décision de migrer par l'existence de différentiels de salaires et d'opportunités économiques entre les pays d'origine et les pays de destination (Todaro, 1969 ; Harris & Todaro, 1970). Dans cette perspective, le chômage et l'absence d'emplois décents constituent des facteurs majeurs d'incitation à la migration. Les individus, considérés comme rationnels, comparent les coûts et les bénéfices attendus de la migration et optent pour le départ lorsque les gains anticipés sont plus élevés à l'étranger. Ainsi, l'amélioration des opportunités d'emploi dans le pays d'origine est susceptible de réduire les intentions migratoires. La théorie de la nouvelle économie de la migration de travail remet en cause la vision strictement individuelle de la décision migratoire. Elle souligne que la migration est souvent une stratégie collective du ménage visant à diversifier les sources de revenus et à réduire les risques économiques dans un contexte marqué par la précarité et l'insuffisance des mécanismes de protection sociale (Stark & Bloom, 1985 ; Stark, 1991). Dans cette optique, l'accès au financement de projets et le développement d'activités génératrices de revenus au niveau local constituent des alternatives crédibles à la migration, en renforçant les capacités économiques des jeunes et de leurs familles. Par ailleurs, les travaux sur les réseaux migratoires montrent que la migration est fortement influencée par des facteurs sociaux et culturels. La présence d'émigrés au sein de la famille ou de la communauté réduit les coûts et les risques liés à la migration et contribue à la diffusion d'une culture migratoire valorisant le départ comme stratégie de réussite sociale (Massey et al., 1993 ; Riccio, 2008 ; Tall, 2014). Les migrants de retour, à travers leurs investissements visibles et leur soutien financier, renforcent les aspirations migratoires des jeunes restés au pays. Les études empiriques menées au Sénégal confirment ces analyses théoriques. Elles montrent que le

chômage, la précarité des conditions de vie, l'insuffisance de formation et l'accès limité au financement figurent parmi les principaux déterminants des intentions migratoires, notamment irrégulières. Ces intentions sont également renforcées par les attentes de mobilité sociale et le sentiment d'urgence à réussir, dans un contexte où les opportunités locales sont perçues comme insuffisantes (Arcand & Mbaye, 2013).

En définitive, la littérature suggère que la réduction des intentions migratoires des jeunes ne peut être envisagée sans une amélioration significative de l'accès à l'emploi, au financement et à l'insertion économique, tout en tenant compte de l'influence des réseaux familiaux d'émigration.

À la lumière de cette revue théorique et empirique, les hypothèses suivantes sont formulées :

H1 : La variable Travail/Emploi exerce une influence négative sur les intentions migratoires des jeunes.

H2 : La variable Financement de projet a un effet négatif sur la migration des jeunes.

H3 : La présence d'émigrés dans la famille influence positivement les intentions migratoires des jeunes.

1.2. Méthodologie et données

L'étude s'est réalisée dans les régions de Kaolack et de Tambacounda. Dans la région de Tambacounda, les enquêteurs ont procédé à la distribution des questionnaires structurés aux étudiants dans les deux régions. Les enquêteurs, outre le français, parlent les langues nationales les plus utilisées dans les régions : wolof dans la région de Kaolack, mandingue et soninke dans la région de Tambacounda. La recherche a été menée à travers la distribution de questionnaires auprès de 404 apprenants de neuf centres de formation professionnelle (CFP) des régions de Kaolack (5) et de Tambacounda (4). Les CFP choisis pour la distribution des questionnaires ont été sélectionnés sur la base de leur répartition sur le territoire et de la caractérisation selon le genre de la population d'apprenants. Rappelons que les centres accueillent également une grande partie de jeunes peu alphabétisés, mais l'échantillon ne prend en considération que des jeunes ayant un niveau scolaire moyen. La recherche d'information sur la migration et la formation professionnelle concerne, pour la région de Kaolack, le CFP Cheikh Babou de Kaolack, le CFP de Nioro du Rip, le CFP de Prokhane et pour la région de Tambacounda, le CFP de Tambacounda, le CFP Don Bosco, le CFP de Kidira, les CFP 1 et 2 de Bakel et les deux lycées techniques, un à Kaolack et un à Tambacounda. Toutes les personnes auditées ont montré une grande disponibilité pour un échange d'information. Dans certains cas, nous avons pu interviewer les personnes contactées en présence de leurs équipes d'experts en

matière de migration et de formation professionnelle. Les entrevues ont eu une durée comprise entre 1 heure et une heure et demie.

Les informations recueillies à l'aide des interviews et des visites dans les centres de formation professionnelle ont constitué le point de départ pour l'analyse des réalités des territoires ciblées. Nous allons d'abord analyser le questionnaire pour mieux dégager les enjeux du sujet et ensuite présenter les résultats obtenus par modélisation économétrique.

1.2.1. Analyse des données du questionnaire et construction des indices

L'analyse des données quantitatives a été faite sur deux niveaux : une analyse descriptive au niveau mono-varié ou bivarié (croisement des réponses avec les caractéristiques socioculturelles des personnes qui répondent); et une analyse plus interprétative, en utilisant des indices qui synthétisent les informations provenant des différentes questions, relativement au niveau de satisfaction à l'égard de l'expérience formative et à la propension à migrer.

1.2.1.1 Répartition des filières fréquentées selon les CFP dans les deux régions

Le tableau suivant ne mentionne pas toutes les filières présentes dans les centres de formation, mais seulement celles fréquentées par les étudiants interrogés. En raison de la variété des genres et de la durée des cours dans les CFP, on a préféré inclure dans l'échantillon les étudiants qui fréquentent les cours pendant des périodes plus longues plutôt que ceux qui les fréquentent pendant quelques mois, même s'ils sont bien présents et ont une grande importance. Ce choix est dû au fait que ceux qui fréquentent des formations de courtes durées sont très souvent peu alphabétisés et ne sont donc pas en mesure de renseigner correctement le questionnaire.

Tableau N°1 : Filières fréquentées par les apprenants interviewés par CFP

Région	CFP	Filières
Kaolack	Kaolack	Couture et habillement, électricité
	Guinguinéo	Agriculture et élevage, couture et habillement, restauration, électricité, mécanique
	Nioro du Rip	Agent de développement local, agriculture et élevage, couture et habillement, restauration
	Prokhane	Agriculture et élevage, couture et habillement, restauration
	Mbadakhouné	Agriculture et élevage, couture et habillement, restauration, électricité
Tambacounda	Tambacounda	Agriculture et élevage, esthétique, couture et habillement, restauration, électricité, mécanique
	Tamba Don Bosco	Électricité, mécanique
	Kidira	Couture et habillement, électricité, restauration et santé
	Bakel	Électricité, BTP, charpenterie métallique, climatisation

Source: Données CIRMIB-VIS, avril 2021.

1.2.1.2. Perspectives de travail après la formation professionnelle

La plupart des apprenants interrogés semblent avoir un penchant pour l'entrepreneuriat, 57% d'entre eux déclarent vouloir devenir indépendants ou entrepreneurs, selon le genre les filles représentent 60% et les garçons 54%. Tandis que parmi ceux qui désirent être salariés (41% globalement), dont les garçons sont légèrement plus nombreux (42%) que les filles (40%).

Tableau N°2 : Répartition des aspirations d'insertion professionnelle selon le genre

Aspirations d'insertion professionnelle	Garçons		Filles		Total	
	v.a.	%	v.a.	%	v.a.	%
Travailleur indépendant/entrepreneur	97	54	134	60	231	57
Salarié	75	42	91	40	166	41
Autre	4	2	1	0	5	1
<i>Pas de réponse</i>	2	1	0	0	2	1
Total	178	100	226	100	404	100

Source : Données CIRMIB-VIS, avril 2021.

1.2.1.3. Les compétences acquises des apprenants dans les CFP

Pour comprendre la perception des étudiants concernant les compétences acquises ou celles manquantes, on leur a demandé, sous forme de question ouverte, « quelles sont les compétences principales acquises et qu'ils pourront utiliser dans l'avenir ». Pour cela, nous avons réuni certaines compétences afin d'en avoir neuf dans le tableau. On remarque des différences importantes entre les deux régions considérées. Parmi les personnes interviewées à Kaolack, on note nombre plus important de ceux ayant acquis des compétences dans le domaine de l'habillement (31%), suivis des compétences en cuisine, pâtisserie et restauration (22%) et dans l'agriculture et l'élevage (21%). Aussi, les apprenants interrogés dans la région de Tambacounda ont plus de compétence dans le secteur du bâtiment et de l'installation électrique (38%) et dans la confection (21%).

Tableau N°3 : Répartition domaines où des compétences principales sont acquises par région

Compétence principale	Kaolack		Tambacounda		Total	
	v.a.	%	v.a.	%	v.a.	%
Habillement	61	31	36	21	97	26
Bâtiment et installations électriques	20	10	65	38	85	23
Cuisine, pâtisserie et restauration	43	22	23	13	66	18
Agriculture et élevage	41	21	11	6	52	14
Mécanique et électromécanique	3	2	26	15	29	8
Projet de développement local	25	13	0	0	25	7
Coiffure	0	0	8	5	8	2
Comptabilité	3	2	0	0	3	1
Savoir faire	0	0	2	1	2	1
Pas de réponse					37	9
Total	178	100	226	100	404	100

Source: Données CIRMIB-VIS, avril 2021.

1.2.1.4. Compétences nécessaires pour créer une entreprise

S'agissant de la question « Possèdes- tu les compétences nécessaires pour créer ton propre entreprise » ? la moitié environ, répond par l'affirmative et se sent capable de créer leur propre

entreprise et l'autre moitié dit de n'en être pas capable, sans différences significatives en ce qui concerne le genre.

Tableau N°4 : Répartition des réponses concernant la possession de compétences nécessaires pour créer une entreprise selon le genre

Possession des compétences nécessaires	Garçons		Filles		Total	
	v.a.	%	v.a.	%	v.a.	%
Oui	83	47	112	50	195	48
Non	89	50	113	50	202	50
Pas de réponse	6	3	1	-	7	2
Total	178	100	226	100	404	100

Source: Données CIRMIB-VIS, avril 2021.

Ceux qui pensent avoir les compétences nécessaires pour créer une activité à leur compte sont moins de la moitié de l'échantillon interviewé (48%) contre 50% des apprenants qui déclarent ne pas avoir les compétences suffisantes et 2% ne répondent pas à cette question. Le genre n'a pas une influence significative sur la perception des compétences acquises. Tandis que l'âge a une petite influence sur cette question.

La variable qui pèse le plus est celle du territoire où on note qu'à Kaolack, 75% des étudiants interrogés se sentent capables de créer une entreprise ; dans la région de Tambacounda par contre, ils sont 75% à déclarer ne pas avoir les compétences nécessaires, en particulier dans les CFP de Tambacounda (90%), de Don Bosco de Tambacounda (74%), de Kidira (68%) et de Bakel (58%).

1.2.1.5. Avoir un projet migratoire

Concernant la variable sur le fait d'avoir ou non un projet migratoire, ce sont surtout les jeunes de Kaolack qui sont plus nombreux à avoir un projet migratoire (64%), plus que ceux de Tambacounda (54%) comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau N°5 : Répartition des réponses sur la présence d'un projet migratoire selon la région

Présence d'un projet migratoire	Kaolack		Tambacounda		Total	
	v.a.	%	v.a.	%	v.a.	%
Oui	127	64	110	54	237	59
Non	73	36	94	46	167	41
Total	200	100	204	100	404	100

Source : Données CIRMIB-VIS, avril 2021.

On remarque aussi des différences sur la base du genre. La présence d'un projet migratoire est plus fréquente chez les garçons (62%) que chez les filles (56%), voir le tableau ci-après.

Tableau N°6: Répartition des réponses sur la présence d'un projet migratoire selon le genre

Présence d'un projet migratoire	Garçons		Filles		Total	
	v.a.	%	v.a.	%	v.a.	%
Oui	110	62	127	56	237	59
Non	68	38	99	44	167	41
Total	178	100	226	100	404	100

Source : Données CIRMIB-VIS, avril 2021.

1.2.1.6. Le désir de migrer même en ayant un emploi

Cette variable renseigne sur le fait d'avoir exprimé le désir de migrer même en ayant un emploi. Les données relevées à ce propos confirment les résultats constatés pendant les interviews à l'égard du rôle joué par le travail pour diminuer les intentions migratoires. Comme le confirment ci-dessous, certains responsables interrogés :

« Si les jeunes ont un travail, ils ne partent pas. Celui qui a un emploi ou un projet ne quitte pas son pays ».

« Le facteur déterminant pour la migration, c'est le travail. Si les jeunes avaient un travail, ils ne migreraient pas, un travail qui leur permette de vivre et de fonder une famille. Le Sénégal est un bon pays pour vivre, on a la paix politique et la paix sociale ».

Alors, le fait d'avoir travail constitue un frein important au désir de migrer. En effet, 73% des personnes interviewées déclarent effectivement qu'elles ne migreraient pas si elles avaient un travail. D'autre part, il y a aussi ceux qui expriment le désir de migrer même s'ils ont un emploi

(27%). Cette variable se présente différemment si on l'observe au niveau territorial. En effet, pour les jeunes de Kaolack, le fait d'avoir un travail constitue, dans la plupart des cas, une solution au besoin de migrer (89%), à Tambacounda, ceci n'est vrai que pour 43% des personnes interrogées. Cette grande différence nous fait supposer qu'un travail à Kaolack permet de subvenir aux besoins d'une vie normale, tandis qu'à Tambacounda, ce n'est peut-être pas le cas. Le tableau ci-dessous montre les résultats

Tableau N°7 : Répartition des réponses sur la volonté de migrer ayant un travail selon la région

Volonté de migrer même ayant un travail	Kaolack		Tambacounda		Total	
	v.a.	%	v.a.	%	v.a.	%
Oui	21	11	87	43	108	27
Non	179	89	117	57	296	73
Total	200	100	204	100	404	100

Source : Données CIRMIB-VIS, avril 2021.

Ce sont surtout les garçons qui veulent migrer même s'ils ont un travail (40%) ; tandis que chez filles, elles sont peu nombreuses à vouloir migrer si elles ont un emploi (16%), voir tableau 36.

Tableau N°8 : Répartition des réponses sur la volonté de migrer ayant un travail selon le genre

Volonté de migrer même si l'on a un travail	Garçons		Filles		Total	
	v.a.	%	v.a.	%	v.a.	%
Oui	71	40	37	16	108	27
Non	107	60	189	84	296	73
Total	178	100	226	100	404	100

Source : Données CIRMIB-VIS, avril 2021.

1.2.1.7. La volonté de migrer même avec un financement pour démarrer une activité

Enfin, on a pris en considération la variable selon laquelle on exprime la volonté ou pas de migrer même avec un financement pour la mise sur pied d'une activité. Des personnes interviewées confirment :

« S'ils ont une bonne formation et un bon projet, mais pas de financement, c'est sûr que les jeunes vont essayer de tenter la migration ».

La plupart des jeunes renonceraient à migrer en présence d'un financement pour la mise en place d'une activité (93%), mais ceci se confirme surtout à Kaolack où ils seraient 99% à renoncer à migrer. À Tambacounda 87% des jeunes renonceraient mais 13% partiraient même avec l'octroi d'un financement, alors nous sommes en présence du noyau dur de potentiels migrants, ceux qui partiraient quelle que soit la situation, il s'agit de 28 jeunes sur 404 personnes comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau N°9 : Répartition des réponses sur la présence d'au moins un émigré dans la famille selon la région

Présence d'émigré dans la famille	Kaolack		Tambacounda		Total	
	v.a.	%	v.a.	%	v.a.	%
Oui	74	37	115	56	189	47
Non	126	63	89	44	215	53
Total	200	100	204	100	404	100

Source: Données CIRMIB-VIS, avril 2021.

En ce qui concerne le genre, on remarque une présence majeure d'émigrés parmi les familles des filles (50%) par rapport à celles des garçons (42%), comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 17 : Répartition des réponses sur la présence d'au moins un émigré dans la famille selon le genre

1.2.1.8. Liens entre la formation professionnelle et la migration

Pendant les visites dans les CFP, on a demandé aux directeurs et aux directrices ce qu'ils pensaient du lien entre formation professionnelle et la migration. En général, ils ont tous admis l'importance de ce lien, en expliquant que la formation est fondamentale pour l'insertion professionnelle et le manque de travail représente un facteur favorisant l'option migratoire. Ces responsables de centre de formation affirment :

« Il existe un lien important entre la FP et la migration car le but de la FP est l'insertion au niveau local, ce qui signifie l'obtention d'un travail dépendant ou salarié. Quand un jeune est formé, il est plus facile de l'aider à trouver un travail. C'est beaucoup plus difficile quand il n'a pas de qualification. Et s'il trouve toutes les portes fermées, il a tendance à migrer. En outre, ceux qui ont des certifications sont plus tentés à migrer légalement que les autres ».

« Les jeunes formés travaillent, les autres restent toute la journée sans rien faire et pensent partir pour la migration. La formation les incite à rester car elle leur donne la possibilité de réussir ici. Ils peuvent aussi créer des micro-entreprises. »

« Il existe un lien réel entre la migration et l'emploi. À partir du moment que les migrants partent pour chercher du travail, il faut augmenter l'offre de travail pour limiter la migration et, en même temps, valoriser les compétences des jeunes et explorer les besoins locaux ».

1.2.1.9. Financements nécessaires à la création d'entreprise

En ce qui concerne les financements nécessaires à la création d'une entreprise, 44% pensent pouvoir compter sur une aide de la part d'une personne de la famille ou d'un proche ; 20% pensent demander un prêt bancaire ; 15% comptent sur une bourse d'études et 12% espèrent pouvoir s'autofinancer. Les variables ci-dessous ont été divisées en deux groupes : les autonomes, comprenant les étudiants comptant sur une bourse et ceux espérant s'autofinancer ; et les dépendants, composés de ceux qui pensent demander un prêt aux parents, à un proche ou à la banque.

En résumé, en ce qui concerne les perspectives professionnelles des jeunes après la FP, on observe que les apprenants affichent des tendances entrepreneuriales (57%), en particulier les filles (60%). Les garçons sont plus optimistes et pensent qu'il leur sera facile de trouver du travail dans le secteur choisi avec un taux plus élevés (37%) que celui des filles (22%), en particulier dans la région de Tambacounda. Les principales difficultés qu'ils pensent rencontrer sont liées à l'insuffisance de la demande (77%) ; mais certains sont convaincus qu'il leur sera facile de trouver un travail dans la filière choisie. Il y a des jeunes qui connaissent des entrepreneurs dans le secteur choisi surtout à Tambacounda, ils ont également confiance au CFP en ce qui concerne les facilités d'insertion professionnelle.

S'agissant de leur profession future, les jeunes de Kaolack semblent avoir des idées plus claires (89%) que ceux de Tambacounda (63%). Ils s'attendent aussi à des revenus plutôt élevés, surtout ceux de Tambacounda. La moitié de l'échantillon pense avoir les compétences nécessaires pour exercer une activité (48%). Mais les résultats sont très différents en fonction des territoires, ainsi 7 jeunes sur 10 à Kaolack pensent avoir les compétences nécessaires pour exercer une activité, tandis qu'à Tambacounda, ils ne sont que 2 sur 10 des jeunes interrogés. Parmi ceux qui pensent ne pas avoir les compétences nécessaires, à Kaolack, il s'agit surtout

de ceux du secteur de la gestion de la comptabilité financière. Par contre, à Tambacounda, c'est l'optimisation et la mise sur pied d'une idée d'entreprise qui inquiètent les jeunes.

Les jeunes investissent beaucoup pour la FP, la preuve en est que 64% d'entre eux déclarent que le fait d'avoir une formation constitue la meilleure stratégie pour éviter le chômage. En fin, ils sont peu nombreux à penser pouvoir échapper au chômage en migrant (4%).

1.3. Description du modèle économétrique

Cette présente étude cherche à explorer les facteurs influençant le désir de migrer des jeunes fréquentant les centres de formation professionnelles. L'objectif est de mieux comprendre si le travail / l'emploi, le financement de projet et la présence d'émigrer dans la famille constituent des facteurs favorisant ou encourageant le choix de migrer à l'étranger pour les jeunes.

Il s'agit de présenter les résultats de la régression économétrique de notre modèle de base. Le choix du GLS est justifié par la nécessité de corriger l'hétéroscédasticité et la corrélation éventuelle des erreurs dans l'échantillon des jeunes sénégalais. Il permet d'obtenir des estimations plus fiables et interprétables pour la relation entre emploi, financement, réseaux familiaux et intentions migratoires.

Nos attentes sont que les résultats des estimations corroborent nos développements théoriques et nos hypothèses de recherche.

Le tableau ci-après présente les résultats attendus des variables explicatives

Tableau N°10 : Tableau des hypothèses

Variables explicatives	Signe attendu (influence sur la Migration)
Avoir un TRAVAIL	Négatif (-)
Avoir un FINANCEMENT	Négatif (-)
Présence d'un émigré dans la famille	Positif (+)

Nous avons choisi le logiciel STATA 12 pour la modélisation des données.

De façon générale le modèle se présente comme suit :

$$Y_i = X_i\beta + Z_i\alpha + P_i\delta + \epsilon_i \text{ Où :}$$

Y_i est la variable dépendante à expliquer, ie l'observation relative à l'individu i

X_i , Y_i et P_i sont des variables indépendantes du modèle, relatives à l'individu i

Les paramètres α , β et δ sont les coefficients du modèle à estimer

ϵ_i représente le terme de l'erreur relatif à l'individu i

Ainsi, nous avons choisi de présenter notre modèle sous la forme suivante :

$$Y_i = X_i\beta + Z_i\alpha + P_i\delta + \varepsilon_i + c = X_1\beta + Z_1\alpha + P_1\delta + \varepsilon_i + c + \dots + X_k\beta + Z_k\alpha + P_k\delta + \varepsilon_k + c$$

En l'appliquant à notre étude, on obtient :

$$MIG_i = \beta TRAV_i + \alpha FIN_i + \delta PRMF_i + \varepsilon_i + C \text{ Où :}$$

- MIG est la variable dépendante « Migratoire des jeunes, "MIGRATION" »
- TRAV est la variable explicative "Avoir un TRAVAIL"
- FIN est la variable explicative "Avoir un FINANCEMENT de projet"
- PRMF est la variable explicative "Présence émigré dans la famille"

Les paramètres α , β et δ sont les coefficients réels à estimer. L'estimation des paramètres (α , β et δ) nous permet de mesurer l'effet des variables explicatives "Avoir un TRAVAIL", "Avoir un FINANCEMENT" et la "Présence d'émigré dans la famille" sur la variable à expliquer « l'intention migratoire » "MIGRATION".

- C est la constante du modèle
- ε_i est une variable aléatoire indépendante des autres variables explicatives, il représente le terme de l'erreur du modèle.

$$MIG = \beta TRAV + \alpha FIN + \delta PRMF + \varepsilon \quad \text{Avec : } MIG = mig1 + mig2 + \dots + migk$$

$$TRAV = trav1 + trav2 + \dots + travk$$

$$FIN = fin1 + fin2 + \dots + fink$$

$$PRMF = prmf1 + prmf2 + \dots + prmfk$$

$$migk = \alpha fink + \beta travk + \delta prmfk + \varepsilon_k$$

La régression par la méthode des moindres carrés généralisés a donné les résultats suivants :

Tableau N°11 : Estimations par MCG

Number of obs = 319					
F(3, 315) = 906.13					
Prob > F = 0.0000					
R-squared = 0.8962					
Adj R-squared = 0.8952					
Root MSE = .14422					
MIGRATION	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]
TRAVAIL	-.2451839	.0617489	-3.97	0.000	-.3666763 -
	.1236915				
	-.709477	.0321729	-22.05	0.000	-.7727779 -
FINANCEMENT	.6461761				
PrsencemigrFamille	.5112667	.0625191	8.18	0.000	.3882588
	.6342745				
_cons	.7339173	.0282682	25.96	0.000	.6782989
	.7895357				

Source : auteurs à l'aide du logiciel stata

Les résultats de l'étude montrent que le fait d'avoir un emploi exerce une influence négative et significative sur la migration des jeunes. Une augmentation d'une unité de l'accès à l'emploi entraîne une diminution de 0,25 unité de la migration. Ce résultat confirme l'hypothèse selon laquelle le chômage et le sous-emploi constituent des facteurs déterminants des aspirations migratoires chez les jeunes.

Ces résultats sont cohérents avec les travaux de Todaro (1969) et Harris et Todaro (1970), qui expliquent la migration comme une réponse rationnelle aux différentiels d'opportunités économiques entre les zones d'origine et de destination. Selon ces auteurs, les individus migrent lorsque les gains espérés à l'étranger sont supérieurs à ceux du pays d'origine, ce qui est particulièrement le cas en situation de chômage ou de précarité de l'emploi.

De manière spécifique au contexte africain, Adepoju (2000) et Bakewell (2007) montrent que le manque d'emplois décents pour les jeunes constitue l'un des principaux moteurs de la

migration internationale. Au Sénégal, les études de Fall (2016) et Diop (2018) confirment que le chômage des jeunes et la faiblesse des opportunités professionnelles renforcent les projets migratoires, y compris la migration irrégulière.

Ainsi, les résultats obtenus dans cette étude corroborent ces analyses en montrant que l'accès à un emploi local réduit significativement la probabilité de migration. Cela suggère que les politiques de promotion de l'emploi des jeunes peuvent jouer un rôle central dans la limitation des flux migratoires.

L'analyse économétrique révèle que l'accès au financement de projets a un effet négatif plus marqué sur la migration que l'emploi salarié, avec une réduction de 0,71 unité de la migration pour une augmentation d'une unité du financement. Ce résultat indique que le financement des activités génératrices de revenus constitue un levier majeur de stabilisation des jeunes dans leur pays d'origine.

Ce constat est en adéquation avec les travaux de De Haas (2010), qui souligne que le développement économique local, lorsqu'il crée de réelles opportunités d'investissement et d'auto-emploi, peut réduire les pressions migratoires à long terme. De même, ILO (2015) montre que les programmes de soutien à l'entrepreneuriat des jeunes contribuent à diminuer les intentions migratoires, à condition que les financements soient suffisants, accessibles et accompagnés d'un encadrement technique.

Au Sénégal, les études de Gubert et Nordman (2011) indiquent que les jeunes disposant d'un capital initial ou d'un appui financier sont moins enclins à migrer, car ils perçoivent davantage de perspectives économiques locales. Toutefois, comme le souligne Ba (2020), l'impact de ces dispositifs reste limité lorsque les financements sont insuffisants ou difficilement accessibles.

Les résultats de cette étude confirment donc que le financement de projets représente une alternative crédible à la migration, mais rejoignent également la littérature qui met en évidence les limites des dispositifs existants, notamment en matière de couverture, de suivi et d'adéquation aux besoins réels des jeunes.

Les résultats montrent que la présence d'émigrés dans la famille accroît significativement l'intention migratoire des jeunes, avec une augmentation de 0,51 unité de l'aspiration migratoire pour une unité supplémentaire d'émigré dans la famille. Ce résultat valide l'hypothèse du rôle des réseaux migratoires dans la décision de migrer.

Ces conclusions sont conformes à la théorie des réseaux migratoires développée par Massey et al. (1993), selon laquelle les migrants réduisent les coûts et les risques liés à la migration pour

les membres de leur famille et de leur communauté. La migration devient ainsi un phénomène auto-entretenu.

Dans le contexte africain, Adepoju (2005) et Flahaux et De Haas (2016) montrent que les familles ayant déjà des migrants à l'étranger développent une véritable culture migratoire, où la migration est perçue comme une stratégie normale, voire souhaitable, de réussite sociale. Au Sénégal, Riccio (2008) et Tall (2014) soulignent que les migrants de retour, à travers leurs investissements visibles (maisons, voitures, soutien financier), renforcent l'attrait de la migration auprès des jeunes restés au pays.

Les résultats de cette étude confirment donc que la migration ne relève pas uniquement de facteurs économiques, mais aussi de facteurs sociaux et culturels profondément ancrés dans les dynamiques familiales.

Conclusion

Cette étude a permis d'analyser l'impact de la formation professionnelle, de l'emploi et du financement sur la migration des jeunes. La migration est un droit, mais elle ne peut être considérée comme la seule possibilité de réussir dans la vie, surtout quand les politiques migratoires sont très restrictives et rendent le succès du projet migratoire incertain et rempli de dangers. Le Sénégal est un pays où la migration constitue une caractéristique culturelle qui au cours des années, a offert à de nombreuses personnes une réponse efficace aux difficultés économiques. Ainsi, l'étude a montré que la présence d'émigré dans la famille influence positivement les jeunes à tenter la migration. Par contre l'obtention d'un emploi ou d'un financement de projet contribue à réduire les départs à l'étranger.

Aujourd'hui, la réduction drastique de la migration légale et les nombreux risques liés à la migration irrégulière font que les politiques nationales, largement influencées par celles des États de destination, encouragent la limitation des migrations et la prévention de la migration irrégulière. Dans ce contexte, il est extrêmement important que le gouvernement, les acteurs locaux et la société civile agissent en faveur de la formation professionnelle et le financement de projet, de manière à réduire le manque d'emploi des jeunes et le chômage. La migration irrégulière peut certainement être réduite par le biais d'un processus qui permette aux jeunes d'acquérir des compétences professionnelles nécessaires à une insertion sur le marché du travail. Dans ce sens, l'État du Sénégal a consenti énormément d'efforts sur la formation professionnelle, au cours des dernières années, en créant des centres de formation, renforçant les infrastructures et en encourage la diversification de l'offre de formation et la qualité de l'enseignement afin de la rendre plus adaptée aux besoins réels du marché de l'emploi.

Nous recommandons davantage aux autorités gouvernementales de :

- Mettre en place des programmes et initiatives visant à favoriser l'accès à la formation, à l'emploi et au financement des jeunes et femmes entrepreneurs ;
 - Développer l'offre de formation sur le territoire national à travers la création de nouvelles structures et le renforcement de celles existantes ;
 - Créer des conditions plus efficaces à l'insertion professionnelle des jeunes ;
 - Faire la promotion du lien entre la FP, l'apprentissage en atelier et le marché du travail ;
 - Développer des compétences et favoriser la certification des formateurs et élève ;
- Concernant la migration, nous recommandons de :
- Nuer des partenariats bilatéraux et multilatéraux favorisant les migrations circulaires ;
 - Faciliter les procédures d'obtention de visa avec les ambassades et Rep conciliaires ;
 - Sécuriser les frontières et les cotes maritimes pour surveiller les départs clandestins ;

BIBLIOGRAPHIE

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). (2019a). *Situation économique et sociale du Sénégal en 2016 : Rapport final*.

http://www.ansd.sn/ressources/ses/chapitres/3-SES-2016_Education-foramtion.pdf

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). (2019b). *Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI), Sénégal 2017 : Rapport final*.

http://www.ansd.sn/ressources/rapports/Senegal_ERI-ESI_RapportFinal.pdf

Adepoju, A. (2000). Issues and recent trends in international migration in Sub-Saharan Africa. *International Social Science Journal*, 52(165), 383–394. <https://doi.org/10.1111/1468-2451.00267>

Adepoju, A. (2005). Migration in West Africa. *Development*, 48(3), 37–41. <https://doi.org/10.1057/palgrave.development.1100156>

Aslany, M., Carling, J., Mjelva, M., & Sommerfelt, T. (2021). Determinants of migration aspirations: Conclusions from a systematic review of 72 analyses across 49 articles based on survey data. *Migration Studies*.

Bâ, C. O. (2007, 7–8 juin). « Barça ou barzakh » : La migration clandestine sénégalaise vers l'Espagne entre le Sahara occidental et l'océan Atlantique. Communication présentée à la table

ronde *Le Maghreb, terre d'émigration, de passage et d'immigration*, Casa Árabe, Université de Murcie / Foire du Livre de Madrid.

Bâ, C. O., & Ndiaye, A. I. (2008). L'émigration clandestine sénégalaise. *Asylon(s)*, 3. <http://www.reseau-terra.eu/article717.html>

Ba, A. (2020). Politiques d'emploi des jeunes et migration internationale au Sénégal. *Revue Africaine de Développement*, 32(2), 89–112.

Bakewell, O. (2007). Keeping them in their place: The ambivalent relationship between development and migration in Africa. *Third World Quarterly*, 29(7), 1341–1358. <https://doi.org/10.1080/01436590802386492>

Conde, J., & Diagne, P. (1983). *Les migrations internationales Sud-Nord : Une étude de cas des migrants maliens, mauritaniens et sénégalais de la vallée du fleuve Sénégal en France*. OCDE.

De Haas, H. (2010). Migration and development: A theoretical perspective. *International Migration Review*, 44(1), 227–264. <https://doi.org/10.1111/j.1747-7379.2009.00804.x>

De Haas, H. (2021). A theory of migration: The aspirations–capabilities framework. *Comparative Migration Studies*, 9(1), 8. <https://doi.org/10.1186/s40878-020-00210-4>

Delville, P. L. (1991). Migration et structuration associative : Enjeux dans la moyenne vallée. Dans *La vallée du fleuve Sénégal : Évaluation et perspectives d'une décennie d'aménagement* (pp. 117–139). Karthala.

Diop, M. C. (2018). *Jeunesse, emploi et migration au Sénégal*. CODESRIA.

Fall, A. S., & Cissé, R. (2007). *Migrations internationales et pauvreté en Afrique de l'Ouest* (Document de travail n° 5). IFAN–UCAD.

Fall, P. D. (2016). *Migration internationale et dynamiques socio-économiques au Sénégal*. L'Harmattan.

Flahaux, M. L., & De Haas, H. (2016). African migration: Trends, patterns, drivers. *Comparative Migration Studies*, 4(1), 1–25. <https://doi.org/10.1186/s40878-015-0015-6>

GERM. (2018). *Déterminants économiques et socio-anthropologiques des migrations dans les régions du Sud et du Sud-Est du Sénégal : Kolda, Kédougou et Tambacounda*. https://luxdev.lu/files/documents/EtudeGERM_Migration_Determinants_eco_et_socio_Fev.2018_Rapport1_VF_.pdf

Gubert, F., & Nordman, C. J. (2011). Migration from MENA to OECD countries: Trends, determinants, and prospects. *Review of Middle East Economics and Finance*, 7(2), 1–40.

Harris, J. R., & Todaro, M. P. (1970). Migration, unemployment and development: A two-sector analysis. *The American Economic Review*, 60(1), 126–142.

Ikuteyijo, L. O. (2014). EU migration policies and the criminalization of Senegalese irregular migration flows. *ITPCM International Commentary*.

Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR). (2015). *Emploi des jeunes et migration en Afrique de l'Ouest (EJMAO) : Rapport final Sénégal*.
<https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org>

Institut de Recherche pour le Développement (IRD). (2017). *Recherche-action sur le phénomène de l'émigration irrégulière dans la région de Tambacounda*. ONG VIS.

International Labour Organization (ILO). (2015). *Global employment trends for youth 2015: Scaling up investments in decent jobs for youth*. ILO.

Massey, D. S., Arango, J., Hugo, G., Kouaouci, A., Pellegrino, A., & Taylor, J. E. (1993). Theories of international migration: A review and appraisal. *Population and Development Review*, 19(3), 431–466. <https://doi.org/10.2307/2938462>

Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). (2018). *Migration au Sénégal : Profil national*.
<https://rodakar.iom.int/sites/default/files/documents/Rapport>

République du Sénégal. (2017). *État de mise en œuvre de la politique économique et sociale en 2016 : Revue annuelle conjointe (Rapport provisoire)*.

Riccio, B. (2008). West African transnationalisms compared: Ghanaians and Senegalese in Italy. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 34(2), 217–234.
<https://doi.org/10.1080/13691830701823871>

Tall, S. M. (2014). Migration internationale et développement local au Sénégal. *Hommes & Migrations*, (1303), 45–55.

Todaro, M. P. (1969). A model of labor migration and urban unemployment in less developed countries. *The American Economic Review*, 59(1), 138–148.